

Le rapporteur rappelle à l'Assemblée la promesse de Monsieur le Recteur, en date du 15 Mai 1984, de proposer pour la rentrée de septembre de la même année, une nouvelle étude de restructuration de la carte scolaire du second degré.

Suite à la délibération du Conseil Municipal de LUDRES en date du 27 Novembre 1984, Monsieur le Recteur, par courrier du 7 Janvier 1985, a informé Monsieur le Maire :

"que de nouvelles solutions concernant la restructuration de l'Agglomération Nancéienne seront présentées et feront l'objet de discussions au cours d'une réunion des élus qui se tiendra prochainement à l'initiative de Monsieur le Préfet".

En effet, une réunion est organisée le 7 Février 1985, à l'initiative de Monsieur le Préfet.

MAIS,

- nous pouvons nous étonner que seuls "les élus" soient concernés par cette réunion, et non tous les partenaires intéressés par la réorganisation de la carte scolaire du second degré et notamment les représentants des organisations de parents d'élèves et des enseignants des établissements du Sud de l'Agglomération nancéienne, ainsi que le demandait la délibération du Conseil Municipal de LUDRES du 27 Novembre dernier,
- nous pouvons souligner à nouveau que les positions et arguments des élus et parents d'élèves de LUDRES doivent être écoutés et entendus, alors que le 15 Mai 1984, seules les positions respectives des élus de l'Agglomération nancéienne ont été prise en compte,
- nous pouvons déplorer la lenteur de l'évolution du dossier du C.E.S. de LUDRES et constater avec inquiétude que le Rectorat oppose la même inertie dans une situation comparable à DARNEY dans les Vosges, où élus et parents d'élèves demandent depuis 10 ans la construction d'un collège. Exaspérés, ils ont manifesté le 11 Janvier, soulignant eux aussi la fatigue de leurs enfants passant douze heures par semaine dans les bus, les problèmes de sécurité, le coût du ramassage scolaire, la survie économique et culturelle de la région.

Les élus et parents de LUDRES ont droit aux mêmes considération e égards que ceux de NANCY,

Les enfants de LUDRES ont droit aux mêmes conditions d'enseignement et aux mêmes chances de réussite que leurs camarades des autres communes.

Le rapporteur rappelle également à l'Assemblée que le Conseil Général a déjà eu à se prononcer sur la construction du C.E.S. de LUDRES, ceci dans le cadre de la carte scolaire, début 1984. Or, lors des débats, nous avons pu regretter l'absence d'un représentant de LUDRES dans l'Assemblée départementale.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de demander à Monsieur le Préfet d'organiser sans tarder la réunion de restructuration de la carte scolaire du second degré, en consultant tous les partenaires concernés par cette restructuration,
- de souligner que la programmation et la construction du collège de LUDRES reste de l'attribution et de la responsabilité du Rectorat jusqu'au 1er Janvier 1986 et qu'une enveloppe de crédits ministériels existe pour ce faire,
- de constater que le blocage semble maintenu par le Rectorat, pour faire transférer la charge d'investissement actuellement due par l'Etat au Département, après le 1er Janvier 1986,
- de demander une fois de plus à Monsieur le Recteur de débloquer ces fonds et de décider la construction rapide du Collège de LUDRES dans le budget 1985.